

L'urgence était partout

Autor(en): **Baumann, Bertrand / Phiroun, Phlech**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Actio : un magazine pour l'aide à la vie**

Band (Jahr): **97 (1988)**

Heft 8-9

PDF erstellt am: **20.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-682031>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Entretien avec Madame Phlech-Phiroun, présidente de la Croix-Rouge de la République populaire du Kampuchéa

L'urgence était partout

Propos recueillis par Bertrand Baumann

«Action»: M^{me} Phlech Phiroun, vous présidez la Croix-Rouge cambodgienne, aujourd'hui Croix-Rouge de la République populaire du Kampuchéa, depuis 1955. Vous êtes demeurée au Kampuchéa sous le régime Pol Pot. Peut-on vous demander comment vous avez personnellement vécu toutes ces années tragiques?

M^{me} Phlech Phiroun: Mon sort, pendant toutes ses années, n'a pas été très différent de celui de la majorité de mes compatriotes. J'ai été expulsée comme les autres habitants de Phnom Penh vers la campagne pour travailler dans les champs. Je dois sans doute à la chance d'être encore en vie aujourd'hui. Je n'ai jusqu'à présent pas retrouvé un seul des membres de ma famille. Aucun, probablement, n'a survécu au génocide.

Après le 7 janvier, date de l'entrée des troupes vietnamiennes à Pnomh Penh, vous êtes retournée dans la capitale où vous avez repris vos fonctions à la Croix-Rouge du Kampuchéa. Dans quel état se trouvait votre société nationale?

Il faut savoir que sous Pol Pot la Croix-Rouge avait été purement et simplement supprimée. Lorsque je suis rentrée à Phnom Penh, plusieurs semaines après la libération, les locaux du secrétariat central étaient inutilisables. Il n'y avait plus une seule machine à écrire, plus une feuille de papier, rien. Les herbes folles envahissaient la cour du bâtiment. J'ai mobilisé de l'aide pour procéder aux travaux de nettoyage indispensables. Je n'ai pas retrouvé un seul de mes collaborateurs, qui ont probablement été exterminés.

Quelles ont été les tâches que vous avez dû accomplir en priorité?

L'urgence était partout. A cette époque, je crois que l'on peut dire que toute la population qui avait survécu était malade: carences alimentaires graves, épidémies, mais surtout, je dirais, un très profond traumatisme psychologique. Le plus urgent était de nourrir les gens et d'organiser l'aide alimentaire, qui commençait à affluer. Dès le jour de mon arrivée à Phnom Penh, avec les quelques aides que j'avais pu recruter, nous nous sommes mis à préparer des paquets alimentaires qui devaient partir le lendemain. Heureusement, l'aide internationale – notamment celle du CICR et des sociétés sœurs – est arrivée rapidement et nous avons pu organiser les premières distributions. Nous avons dû aussi faire face au nombre très élevé d'orphelins dans tout le pays en approvisionnant les orphelinats qui manquaient du strict minimum. Vers le mois de juin, juillet, nous avons pu constituer un comité restreint, nous avons rétabli nos relations avec les comités renaissants dans les provinces et avons été progressivement en mesure de répondre aux demandes du gouvernement.

Quels sont les problèmes majeurs qui restent à résoudre?

Le problème majeur, et qui se pose aujourd'hui dans toute son acuité, est celui de l'infrastructure médicale. Songez qu'avant les événements, le pays comptait 500 médecins bien formés et qu'à la libération il n'en restait plus que cinquante. Là encore les sociétés nationales de Croix-Rouge dont la CRS, nous ont beaucoup aidé, en nous envoyant des équipes médicales, à Phnom Penh mais aussi en province, permettant au gouvernement de former une nouvelle génération de médecins.

Sur le plan matériel, un gros effort doit être fourni afin de combler les lacunes encore existantes. Là encore, nous dépendons de l'aide internationale. Des projets existent pour inclure la médecine traditionnelle, notamment la médecine par les plantes dans nos projets. En outre, nous assistons à un accroissement de la natalité dans notre pays, ce qui est en soi plutôt bon signe, mais il est urgent de mettre en place une aide efficace aux jeunes mères et à leur nourrisson. Nous devons pouvoir «suivre» la population et l'accompagner dans ses besoins.

Avez-vous réussi à renouer les liens entre la Croix-Rouge et la population?

Certainement. Nous pouvons à nouveau compter sur le soutien de bénévoles, des jeunes surtout, qui nous aident pour les campagnes de vaccination. Les problèmes néanmoins demeurent. Nous ne pouvons pas toujours compter sur leur disponibilité car ils ont tous un autre emploi, et la vie quotidienne est difficile pour eux aussi comme pour nous tous. Néanmoins, la bonne volonté et l'enthousiasme sont là.

Réfugiés franchissant la frontière khméro-thaïlandaise. «Les survivants souffraient d'un profond traumatisme psychologique». (Photo CICR Jean-Jacques Kurz)



Qu'en est-il de vos disponibilités financières?

Là, il faut bien reconnaître que nous dépendons presque en totalité du gouvernement et que nous devons améliorer cette situation dès que possible. Dans le courant de cette année, nous espérons pouvoir mettre sur pied une première campagne d'appels de fonds.

Quel bilan tirez-vous de ces terribles années pour votre société nationale et quels sont vos espoirs?

Je suis personnellement très sensible à l'aide extérieure qui nous est apportée dans les moments difficiles que nous traversons et je voudrais remercier ici la Croix-Rouge suisse, le gouvernement suisse et la population qui nous soutiennent. J'espère naturellement que notre pays va retrouver la paix et que les pourparlers qui sont en cours aboutiront rapidement. Je souhaite aussi que les bonnes relations de travail qui existent entre notre société et les autres organisations de Croix-Rouge se concrétisent par une reconnaissance de notre société au sein des instances internationales de la Croix-Rouge. □